L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 22 AOUT 1894.

OFFICIEL.

Assemblée Générale

—DE—

L'ETAT DE LA LOUISIANE

Session Régulière de 1894.

No 117] LOI.

Donnant aux actes passés pardevant les Commissaires de l'Etat de la Louisiane, pour n'importe quel Etat ou Territoire de l'Union ; et aux actes des personnes autorisées à remplir les fonctions de Commissaires dans des Etats étrangers, la même vigueur, le même effet que des actes solennels passés dans l'Etat, sans égard à la résidence de la ou des personnes exécutant ces actes ; définissant la vigueur et l'effet à donner aux copies de ces actes ; et abrogeant toutes lois contraires.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane que tout Commissaire de l'Etat de la Louisiane pour n'importe quel Etat ou Territoire de l'Union, possédera dans l'Etat ou le Territoire pour lequel il a été nommé : tous les pouvoirs d'un notaire, que la personne faisant aucune reconnaissance, établissant des preuves, prenant le serment, affirmant ou passant n'importe quel acte pardevant lui, revisé ou non dans l'Etat ou dans le Territoire.

Sec. 2.—Il est de plus déclaré, etc., que tout acte passé pardevant un Commissaire quelconque et deux témoins, aura la pleine force et le plein effet d'un acte notarié passé dans l'Etat de la Louisiane, et sera considéré comme un acte notarié.

Sec. 3.—Il est de plus déclaré, etc., que les copies d'un acte passé devant un tel Commissaire et par lui certifié être une exacte copie de l'original, ne devront pas prouver ce qui est contenu dans l'original, mais devront être le caractère des copies admissibles en témoignage comme copies d'actes faits sous signatures privées. Mais les copies de ces originaux certifiées comme d'authentiques copies par n'importe quel notaire dans l'Etat de la Louisiane, en la possession duquel l'original peut être déposé, devront prouver ce qui est contenu dan l'original comme il est fait par une copie d'un acte notarié certifié comme une copie exacte par le notaire, dépositaire de l'original.

Sec. 4.—Il est de plus déclaré, etc., que toutes les fois qu'il est fait usage du mot "commissaire" dans cette loi, on devra comprendre qu'il s'applique à toutes personnes autorisées, par les lois existantes, à agir comme Commissaires pour l'Etat de la Louisiane dans tout pays étranger.

Sec. 5.—Il est de plus déclaré, etc., que toutes lois ou parties de lois en conflit avec celle-ci sont ici abrogées, et que la présente prend effet à partir de sa promulgation.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 118] LOI

Autorisant les collèges de l'Etat à conférer des diplômes aux femmes pour l'exercice du Droit, de la Médecine et de la Pharmacie quand celles ci possèderont les mêmes qualifications, rempliront les mêmes conditions que les hommes exerçant ces professions.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que tous les collèges de l'Etat de la Louisiane ayant le pouvoir de conférer des diplômes à des gradués dans les savantes professions sont par la présente autorisés à conférer des diplômes aux femmes pour l'exercice du Droit, de la Médecine et de la Pharmacie, comme aux hommes.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que les mêmes qualifications nécessaires à l'obtention des diplômes pour les professions savantes mentionnées dans la section 1re de cette loi et requises des hommes, sont également exigées des femmes demandant des diplômes pour les professions du Droit, de la Médecine et de la Pharmacie.

Sec. 2.—Il est de plus déclaré, etc., que toutes les lois contraires à celle-ci sont par elle abrogées ; et que la présente loi prendra effet à partir de sa promulgation.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvé le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 119] LOI

Pourvoyant à un nouvel enregistrement des électeurs et au mode d'y procéder dans la paroisse St-Landry. Avis, aussique l'exige l'Article 48 de la Constitution de l'Etat, ayant été dûment publié, quant à la présentation de ce projet de loi.

Attendu que nombre de registres des électeurs de la paroisse Saint-Landry ont été perdus, volés ou détruits :

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, qu'immédiatement après l'adoption de cette loi, il sera du devoir du Assesseur de la paroisse de Saint-Landry de procéder au remplacement des livres d'enregistrement des votants et des livres de polls détruite, et, en outre des pouvoirs qui sont conférés audit Assesseur par les lois des élections générales et de l'enregistrement, il est ici autorisé à inscrire dans lesdits livres les noms des personnes à lui connues comme ayant été enregistrées, ainsi que les noms des personnes dont l'enregistrement peut être déclaré avoir existé par des citoyens croyables de la paroisse Saint-Landry faisant un affidavit à cet égard. Rien dans cette section ne sera interprété comme dispensant aucune façon les devoirs de l'enregistreur de se conformer aux lois générales de l'enregistrement de l'Etat.

Sec. 2.—Il est de plus déclaré, etc., que lesdits enregistreur attestera sous serment l'authenticité de ces retours et recevra comme compensation de tout travail pour ledit enregistrement, la somme de cinq sous pour chaque électeur accusé sur ses listes de retour ; et la somme de quatre cents ($400) dollars en telle partie de cette somme qui sera nécessaire pour rémunérer ce travail, est ici allouée, à prendre du fonds du trésor, non disposé autrement à ce moment-là ; et l'auditeur est ici autorisé à émettre audit enregistreur un mandat pour le montant à lui dû comme le désignera ces retours.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 120] LOI

Faisant une allocation pour payer le salaire dû à l'Enregistreur des électeurs de la Paroisse Jefferson, en 1885.

Avis ayant été dûment donné de la présentation de cette loi ainsi que l'exige la Constitution ;

Section 1ère. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la somme de cent-vingt dollars ($120.00) est ici allouée, à prendre du fonds de n'importe quels fonds, non autrement destinés, pour payer le salaire dû par l'Etat à O. Benançon, enrégistreur des électeurs de la paroisse de Jefferson pour l'élection spéciale tenue dans le vingt-sixième D.J. 1er Judiciaire, le 2 juin 1885 ; et l'Auditeur est ici chargé à émettre au mandat sur le Trésorier de l'Etat pour le paiement de cette somme.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro-tem du Sénat.
Approuvé, le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 121] LOI

Faisant une allocation pour solder les frais d'une élection spéciale de juge dans le Sixième district judiciaire, août 1885.

Section 1ère.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que, attendu que l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane a alloué de par l'acte No 51 de 1888, la somme de deux cents dollars pour solder les frais d'une élection spéciale de juge dans le 6me district judiciaire août 1885, paroisse Monroe ; et attendu que la Cour Suprême de l'Etat a déclaré la forme dudit acte de 1888 inconstitutionnelle en vertu duquel des mandats de l'auditeur ont été émis à cet égard ; il est donc décrété que la somme de cent-vingt dollars est allouée, à prendre des fonds du Trésor de l'Etat au crédit du Fonds Général, pour payer les frais de ladite élection spéciale dans la paroisse Monroe en août 1888 ; et l'Auditeur des comptes publics est ici requis de rappeler de ces mandats pour une somme de deux cents dollars, émis en vertu dudit acte 51, 1888, et de les remplacer par un autre mandat en vertu de cette loi, à prendre du fonds général des revenus.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 122] LOI

Pour venir en aide à George O. Elms, des Opélousas, Lne.

Attendu que George O. Elms, des Opélousas, Lne., à acquis de l'Etat de la Louisiane, le 21me jour du mois de février 1894, ainsi qu'l appert de la patente No 5,064, les terrains un (1) et deux (2) de la section 29 T. p. 13 au Sud de la ligne 8 Est, les payant la somme de soixante-cinq dollars et vingt-huit sous ($65 28) :

Et, attendu que la dite terre décrite n'était et n'est pas la propriété de l'Etat, mais avait été vendue par l'Etat le 24me jour du mois d'avril 1847 ;

Donc, il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que le Trésorier de l'Etat est ici requis de payer audit Elms la somme de $65.28, prix que ledit Elms a payé à l'Etat pour la terre en question.

Avis de publication de 30 jours, tel que le requiert la loi, est ici annexé.

Sec. 2.—Cette loi prendra effet immédiatement après son adoption.

No 123] LOI

Faisant une allocation en faveur de Lutcher et Moore pour les remboursser de la somme par eux payée le 3 août 1889, au Trésorier d'Etat pour des terres qu'ils avaient achetées de l'Etat par erreur ; ces mêmes terres ayant avant cela été patentées par l'Etat.

Avis ayant été dûment publié, conformément à l'Article 48 de la Constitution, de l'intention de demander l'adoption de cette loi,

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la somme de trois cent-soixante-neuf dollars est ici allouée pour le remboursement en plein à Lutcher et Moore, à prendre du fonds des Levées et du Drainage, de la somme par eux payée le 9 août 1889, au Trésorier d'Etat, pour certaines terres acquises de l'Etat par erreur, ces mêmes terres ayant été précédemment patentées par l'Etat.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., qu'il sera du devoir de l'Auditeur d'émettre son mandat en faveur de Lutcher et Moore sur le Trésorier de l'Etat pour ladite somme de trois cent soixante-neuf dollars ($369 00) non autrement disposés, en paiement du montant ici alloué.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que cet acte prendra effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro-Tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 124.] LOI

Pour faciliter l'enregistrement des électeurs résident dans le Quinzième Ward, du Cinquième District municipal de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane,

Section 1ère.—Que dans le but de faciliter l'enregistrement des électeurs qui résident dans le Quinzième Ward de la ville de la Nouvelle-Orléans, lequel ward est situé par la rive ouest de la Rivière Mississipi, l'enrégistreur des votants de la ville de la Nouvelle Orléans est ici requis d'établir et de garder ouvert, pendant au moins dix jours avant la clôture des registres d'enrégistrement pour ladite ville, un bureau à Aiger qui sera tenu soit par lui ou par un député ou commis dûment nommé et qualifié dans le but d'enregistrer tous les électeurs dudit ward qui auront droit à l'enrégistrement.

Sec. 2,—Dix jours avant l'ouverture dudit bureau, l'enregistreur des votants publiera un avis dans au moins un journal paraissant à Alger, de l'époque et du lieu où ledit bureau d'enregistrement sera ouvert.

Sec. 3.—Ledit bureau d'enregistrement ne sera pas ouvert plus tard que six heures A. M., et ne fermera pas plus tôt que 7 heures P. M.

Sec. 4.—Cette loi prendra effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro Tem. du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 125] LOI

Autorisant le Gouverneur de la Louisiane à acheter certaines propriétés en la ville de Baton Rouge, pour l'Etat, et faisant une allocation à cet égard.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane est ici autorisé à acheter, au nom de l'Etat de la Louisiane, les deux terrains avec les améliorations qui s'y trouvent, situés dans la ville de Baton Rouge, immédiatement contigus, et en arrière de la maison de l'Exécutif, faisant face respectivement aux rues St-Charles et Royale, et s'étendant sur toute la largeur de la propriété de l'Etat, pourvu que le prix d'achat n'excède pas deux mille dollars ($2,000).

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que cet acte prendra effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro-Tempore du Sénat.
Approuvée le 9 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 126] LOI

Pourvoyant à des membres solides et artificiels, et à la réparation de ceux-ci, le cas échéant, pour les citoyens de cet Etat qui ont perdu un ou plusieurs de leurs membres au service militaire des Etats Confédérés.

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la somme de cinq mille ($5000) dollars, à prendre du fonds Général de l'année 1895, ou telle partie qui en sera nécessaire, est ici allouée, pour continuer la fourniture de membres artificiels aux soldats Confédérés estropiés, citoyens de cet Etat, et pour la réparation de ces membres, quand besoin en sera, à payer conformément aux dispositions et aux réglements de la loi No 69, de 1880, de la loi 72, de 1882, et de la loi 33, de 1892.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat,
Approuvée e 11 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 127] LOI

Abrogeant la section 7 de la loi 135 de 1888, intitulée : Loi définissant les pouvoirs et devoirs du Conseil et des officiers de la ville de la Nouvelle-Orléans, et y imposant de nouvelles restrictions.

Attendu qu'avis a été dûment publié de l'intention de demander l'adoption de cette loi, et que la preuve de cette publication a été fournie à l'Assemblée Générale, ainsi que le requiert l'Article 48 de la Constitution :

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la section 7 de la loi No 135, de 1888, pourvoyant à l'affermage par le Conseil, moyennant certaines restrictions, des taxes et des licenses délinquantes de cette année, au plus bas offrant, après dix jours de publication, etc, est ici abrogée.

Il est de plus décrété, etc., que cette loi prendra effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président pro tempore du Sénat.
Approuvée le 11 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER.
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

No 128] LOI

Limitant les privilèges des propriétaires dans certains cas.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que le privilège et le droit d'engager du propriétaire pour n'importe quel bail de tout immeuble dont il est fait actuellement un entièrement ou en partie pour des objets mercantiles, exécutés ou consommés après le 31 Août 1894, ne prévaudra pas, en cas de faillite ou de mort du locataire, de telle façon à assurer un loyer de plus d'un an après cette faillite ou cette mort. Pourvu que rien ici ne soit compris comme devant priver les propriétaires de son privilège sur les objets se trouvant sur la propriété louée, appartenant à l'acquéreur du bail pour le terme non échu à la succession, à la vente par le shérif ou le syndic, excepté dans les cas de l'insolvabilité ou du décès dudit acquéreur. Dans ces cas, les dispositions de cette loi seront en pleine vigueur.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H R. LOTT,
Président Pro Tem.pore du Sénat.
Approuvée le 11 juillet 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane;
Pour copie conforme :
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

Léon XIII en Villégiature.

Avant tout commentaire, l'émotion a été grande, à Rome, lorsque s'est répandue la nouvelle de la "villégiature" du Pape! Le successeur de Pie IX s'était-il brusquement décidé à modifier l'attitude prise par la papauté depuis l'entrée des Italiens dans la Ville Eternelle ? Léon XIII allait-il enfin sortir du Vatican ?

Personne ne voulait en croire ses oreilles. Et on avait bien raison ; car, informations prises, on n'a pas tardé à comprendre que les propagateurs de la sensationnelle et troublante nouvelle avaient joué sur les mots ; que la "villégiature" du Pape consistait à déménager, de ses appartements, pour aller s'installer..... dans les jardins du Vatican.

Pour être Pape, on n'en est pas moins homme, à ses heures, et sensible à la chaleur qui, en dépit des affirmations contraires des intéressés, est accablante, à Rome, en cette saison. Le fond de l'air est lourd, l'atmosphère est étouffante. Et cela dure pendant trois longs mois. Il est reconnu, d'autre part, que le Vatican peut passer à bon droit pour la localité la plus chaude et la plus malsaine de Rome. Martial l'a dit et tous les écrivains qui ont suivi se sont trouvés d'accord sur ce point. Donc, il a plu à Sa Sainteté de faire choix, pour y passer les mois de juillet et août, d'un endroit où l'air circule plus librement, où la température est moins élevée, où la fraîcheur des nuits est plus grande, où, enfin, on peut jouir d'un peu d'ombre. Et ce lieu de délices, c'est le Vatican lui-même, ses jardins, ses bosquets, ses fontaines, ses cascades, ses grottes, ses ruines artificielles, ses pièces d'eau, ses allées ombreuses, ses terrasses, ses points de vue, ses perspectives, ses horizons, ses échappées de vue sur la campagne romaine, ses lointains, ses bleus, ses verdures, ses fleurs, ses parfums, ses oiseaux, ses chants, ses murmures, ses silences, ses mystères, ses poésies, ses rêveries, ses enchantements, ses ravissements, ses extases, ses délices, ses délices, ses délices !

Et, dans cette paisible, toujours fraîche, que Léon XIII va passer les heures les plus brûlantes du jour, ne viendront que les cardinaux et les personnages qui, par leurs fonctions, sont tenus à venir conférer avec le Pape.

La tour à trois fenêtres—dont l'une a été condamnée de façon à ménager, dans l'épaisseur du mur qui formait embrasure, une alcôve pouvant contenir un lit de repos,

Le soir, vers les six heures, quand le soleil est moins chaud, le Pape sort de sa tour et, parfois à pied, parfois en voiture ou en chaise à porteurs, il parcourt les allées du jardin avant de rentrer dans son appartement.

La promenade à pied a lieu dans une allée qui longe la *palazzina* et où il y a de l'ombre. Léon XIII s'appuie sur sa canne ; mais, de temps à autre, surtout au moment de tirer sa tabatière, il met la canne sous son bras, prend une prise, s'essuie très soigneusement avec le mouchoir et, comme par coquetterie, cherche un instant sans son bâton de vieillesse.

Léon XIII va aussi visiter la vigne qu'il a fait planter lui-même, le potager très intelligemment cultivé ; il prend alors plaisir à causer avec le *Sor Cesare*, son maître jardinier, lui adressant des questions.....et lui donnant d'utiles conseils.

Et la journée se passe ainsi, toujours la même, tranquille et monotone, jusqu'à l'heure où la fraîcheur de la nuit rappelle que, surtout dans une région dévreuse, le moment est venu de regagner le Vatican.

Si grande que soit la cage, si dorés que soient les barreaux, l'aigle ne saurait vivre heureux. Il regrette les vastes horisons, il a besoin d'autres espaces et la vraie liberté de ses mouvements à celui qui fut un marchesi rigide, cité parmi les plus intrépides de Carpineto, sa ville natale. Mais la raison politique a ses exigences.

Gageons, ajoute le *Figaro*, que le gouvernement italien ne songe pas à s'en plaindre, dans les circonstances actuelles. Quel serait son embarras et par quelles transes perpétuelles il passerait si, par impossible, le Pape sortait du Vatican et s'aventurait dans les rues de la Ville Eternelle, par ce temps d'anarchisme, de bombes et de coups de poignard !

Un joli trait de mœurs anglaises :

L'autre jour, à Londres, un garçon de neuf ans qui s'amusait, avec un ami, à marcher pieds nus dans la Serpentine, rivière artificielle de Hyde Park, trébucha et tomba.

Une foule de spectateurs suivit attentivement les efforts désespérés de l'enfant, qui se noya par un mètre cinquante de fond, "sans que personne lui portât secours".

Prudhomme père et fils.

—Papa, est-ce que le téléphone est inventé dans la lune ?

—Mon ami, l'état actuel de la science ne permet pas de répondre péremptoirement à cet égard. Cependant, ce qui tendrait à faire croire que notre satellite possède aussi le téléphone, c'est qu'on y remarque assez fréquemment des "hallos".

La meilleure de toutes les poudres—avant et dernier rapport du gouv. des E.-U.

Royal Baking Powder
Absolument Pur.

Chronique de la Ville.

Nouvelle-Orléans, 22 Août 1894.—Indications pour la Louisiane—Temps : beau.

Température du 21 août 1894.
Thermomètre du B. de L. Claudel, Opticien.
No 145 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

7 heures du matin	Fahrenheit	Centigrade
Midi	88	28
3 P. M.	90	29
6 P. M.	88	28

Mariages, naissances et décès, inscrits au Bureau de Santé pendant les dernières 24 heures.

Mariages.—Joseph Hunter à Mlle Delia Burke ; Samuel Howell à Mlle Isabelle Rogers ; August Rumenong à Mlle Blanche Fouilard ; Edgard Rousseau à Mlle Virginie William Lacey ; Francesco de Carlo à Mlle Maria Gennaro ; John Minatell à Mlle Bertha Kaier.

Naissances.—Mmes Christopher Meissner, une fille ; Charles Jaeger un garçon ; John Sullivan, une fille ; Manuel Borne, un garçon ; Joseph Healy, un garçon ; William Myhan, une fille ; William Reese, une fille ; Emile De Lesseps, un garçon ; George Fagot, une fille ; Sebastian Gilbert, une fille ; Henry Daniels, un garçon ; Carl Jungie, un garçon ; Victor Nunez, un garçon ; Charles Bagnotte un garçon.

Décès.—Mlle Katie Wilson, 22 ans, 117 rue Espagne ; Veuve Mary Mooney, 88 ans, 546 rue Bourgogne ; Sébastien Hopper, 53 ans, coin Fatterson et Seux lane ; Mlle Fannie Craighead, 18 ans, Pieyenvine, Lne ; Veuve Catherine Grisolding, 74 ans, coin Clinton et Rampart ; Veuve Mary Ingersoll, 76 ans, 56 rue Constantinople ; Mlle Victor, 25 ans, 25 rue Adams ; Mme Hauline Howse, 20 ans, 7 rue Peters, Algier.

Ventes inscrites au Bureau des Aliénations.

Mme D. Golvis à D. S. Carroll, un terrain borné par les rues Conti, Bienville, Royale et Bourbon, $3,750.

L. Seiler à F. White, vingt-un terrains bornés par les rues Laurel, Webster, Annonciation et Henry Clay, $800.

J. Turner à la Cosmopolitan Building and Loan Association, un terrain borné par les rues Broadway, Oliver, Chestnut et Wall, $456.

Mlle D. M. Lacaie à la Southwestern Building and Loan Association, un terrain borné par les rues Romparts, Kerlerec, Bourgogne et Esplanade, $1,500.

F. Vagnier à A. Donaldson, un terrain borné par la Promenade Wa hington, les rues Prosper, Espagne et Sidielle, $100.

Succession de W. Helding à E. E. Hatty, un terrain borné par les rues Camp, Jaffe, St-Charles et St-Joseph, $1,000.

Mme V. Faisans à P. C. Bienvenu, un terrain borné par les rues Joseph, Octavia, Camp et Chestnut $359.

L'Etat—J. F. Bixgott à Mlle A. A. Carey, un terrain borné par les rues Lanrel Robert, Dixième, Napoléon et Hamilton, $13.

L'Etat—R. May à W. T. Carey, la moitié de l'ilet borné par les rues Colapissa, Quatorzième, St-Pierre et Marley, $37.

L'Etat—C. Broek à I. Howcott & Co., un terrain borné par les rues Peniston, Laurel, Général Taylor et Constance, $30.

L'Etat—Winkleman aux mêmes, un ilet de terre borné par les rues Dublon, Dix-huitième, le Nouveau Canal et le Chemin Coquille, $35.

L'Etat—M. F. Marcalle aux mêmes, deux terrains bornés par les rues Washington, Short, Plum et Quatrième, $15

Carré—Collins à A. A. Carey, deux terrains bornés par les rues Léonidas, Jefferson, Neuvième et Dixième, $12

L'Etat—G. André à F. Carey, Jr., un terrain borné par les rues Levée, Mary, Monroe et Quatrième, $7.

Première cour de recorder.

M. Anger, contre lequel ont été portées sept accusations de voies de fait par M. Box dont il a maltraité la fille, la petite Colitta, a comparu hier matin devant la 1ère cour de recorder et a été mis sous caution de $250 pour chacune des accusations auxquelles il a à répondre.

La demande au juge à porter une accusation de diffamation contre Box, mais Winkler lui a répondu qu'il y aurait antipathie pour le comparution, si les témoignages provenaient d'un juge au lieu de porter semblable accusation.

Mme Box qui était aussi présente à la Cour, a dit qu'elle voulait porter une accusation contre son mari pour avoir proféré contre elle des menaces. Elle prétend qu'elle ne mène pas une vie irréprochable et reprehensible, et que la personne avec laquelle elle vit est en parfait désaccord. Elle a été condamnée à $50 ou 60 jours, et le juge a recommandé à la femme Burke de porter une accusation de voies de fait contre lui.

Affaire Dudonnet.

C'est à ce matin qu'avait été fixée la comparution du conseiller Dudonnet. Il est possible que l'affaire soit encore remise, par suite de l'absence de M. Whann qui a quitté la ville sur l'ordre de son médecin. C'est M. Whann qui a payé à l'accusé le pot-de-vin qui amène M. Dudonnet devant le tribunal.

La Capitaine Leathers.

La Nouvelle Orléans va avoir désormais une femme capitaine. Mme B. S. Leathers vient en effet de passer très brillamment devant les inspecteurs locaux, un examen d'autant plus rigoureux que le candidat était une femme. Mme Leathers a été complimentée par les examinateurs et par les capitaines du port. Elle pre dra le commandement du steamboat Natchez qui part tous les mercredis de la Nouvelle Orléans.

Eddie Cook.

Eddie Cook, le jeune homme qui a été si grièvement blessé d'un coup de balle pendant une partie de base ball, est toujours à l'hôpital. Son état n'est ni pas amélioré, mais il n'est pas hors de danger.

Détournement.

Le fils de l'avocat Dunn, M. A. Dunn, a été arrêté hier à la requête de M. John Fellin, grand chancelier de la Loge Pionneer Castle No 1 Ancient Order of Mystic Chain.

M. Dunn qui est le trésorier de la Loge est tenu responsable d'une somme de $53 qui manque à la caisse. L'accusé dit qu'il a accordé récemment un trésorier de l'association qui a refusé de lui remettre ses livres pour balancer les comptes. Il nie sa culpabilité et affirme qu'il lui sera facile de prouver son innocence lors qu'il comparaîtra devant la Cour.

Vols.

Les détectives sont en quête d'un malfaiteur qui a pénétré vendredi dernier chez M. Street, rue Arabella, No 234. Le vol n'a été signalé qu'hier matin à la police. Le voleur a pénétré de grand matin par une porte de derrière dans une des chambres à coucher et s'est emparé d'un lot de bijoux.

—Un malfaiteur a volé la nuit dernière chez M. Vitrano, No 11 rue St-Louis, une somme de $22 et un chapeau de feutre. Le voleur a oublié dans son empressement à prendre la fuite, une sorte de toque.

Le Feu.

Hier matin à 4 heures, on a découvert sur le derrière d'une écurie coin Miro et St-Bernard, un commencement d'incendie dans un hangar où Wm E. Rodrigues fabrique des cigares. L'immeuble a été endommagé pour $10. Le feu a été mis par un fourneau.

Accident.

Un jeune Marero, âgé de 26 ans, qui plaçait des rivets à bord d'une drague, a été atteint à l'œil par la tête d'un des rivets qui s'est détachée. Sa blessure n'est pas dangereuse.

AFFAIRE CALLAHAN.

La séance de la cour criminelle a été ouverte hier matin à 10 h. 30.

L'assistance était plus nombreuse encore que les jours précédents, s'il est possible, parce que le procès touchait à sa fin et que l'on s'attendait à un verdict dans la journée. Malgré cette grande affluence, l'ordre le plus parfait a régné, le juge ayant annoncé que toute démonstrat ou pour ou contre l'accusé serait suivie de l'évacuation de la salle.

La séance a été ouverte par la plaidoirie de M. Henriques qui s'est prolongée jusque dans l'après-midi. Le seul incident a été une altercation de la loi entre laquelle l'accusé avait été traduit en cour. Il a dit que cette loi ne s'appliquait pas aux fonctionnaires municipaux. Le juge a exprimé une opinion contraire et déclaré que M. Henriques interprétait mal la loi en question.

A M. Henriques ont succédé MM. Walker et Lonzenberg, associés pour la défense et MM. Adams et Butler pour l'Etat.

Le jury s'est retiré à 11:20 heures et le juge a annoncé qu'il attendrait un verdict jusqu'à 11:45 heures.

A cette heure les jurés n'ayant pas pu s'entendre, la séance a été ajournée à ce matin à 10:30 heures et le jury a été enfermé pour la nuit.

Entre musiciens.

Samedi après le concert du West End, tandis que les musiciens allaient prendre le train, deux membres de l'orchestre, MM. Chèvre et Sontag se sont pris de querelle et en sont venus aux mains. Ils ont été arrêtés lundi soir et relâchés immédiatement sur parole.

Chute.

Hier matin à 10 heures, Mme Ribera, âgée de 54 ans, a glissé sur le trottoir en face le No 17 1/2 de la rue Race et s'est défoncé une côte.

Blessé par sa femme.

Hier à 4 h. P. M., un nègre du nom de Spencer a été attaqué par sa femme, Rose, qui l'a blessé deux fois à la tête avec une bûche. Le blessé a été transporté à l'hôpital.

Accident.

Hier soir, à 8 heure 30, Robert Durand, un garçon de 16 ans habitant rue Enghien No 208 s, en courant pour remettre à l'abri de la pluie rue de Chartres, près Clouet, été renversé par une voiture contenant plusieurs personnes se rendant à la bataille.

Durand a été blessé à la poitrine. On l'a transporté au poste de 5me precinct où l'ambulance a été appelée. Les étudiants ont déclaré la blessure sans gravité. La voiture n'avait pas de lanterne au moment de l'accident et elle était conduite avec une vitesse excessive.

DE TOUT UN PEU.

Un décret présidentiel, contresigné par les ministres de la guerre, de la marine, des colonies et de finances, vient servir de complément à la loi du 18 juillet 1893 qui, sous prétexte d'organiser l'armée coloniale, a simplement libéré de tout service colonial le contingent français, laissant aux ministres des départements respectifs le soin de s'en servir comme ils le pourraient pour mettre en pratique la recrutement volontaire. Nous avons eu l'occasion de nous en occuper dernièrement, à propos des crédits qui ont été ouverts à cet effet. Le décret susvisé comprend trois titres intitulés respectivement : engagements volontaires, réengagements et nominations générales. Les engagés volontaires—jeunes gens de dix-huit ans non encore mariés, jeunes gens de plus de vingt ans inscrits et les exemptés ou classés dans les services auxiliaires jusqu'à trente deux ans—recevront, outre les frais de route, une prime de 100 francs pour un engagement de 4 ans et de 200 pour 5 ans. Les sous-officiers qui se sont signalés au service ou versés de la loi du 18 mars 1889, les caporaux ou brigadiers et les rollats admis à contracter un réengagement ont droit aux primes ci-après : pour un renga ement de 1 an, 200 fr ; pour un renga ement de 2 ans, 400 fr ; pour un renga ement de 3 ans, 600 fr ; pour un renga ement de 5 ans, 1000 fr. Tous ont droit à la haute paye ainsi fixée :

	France	Colonies
De 8 à 6 ans	0 30	0 60
Au delà de 6 ans	0 50	1 00

Le temps passé dans l'armée de terre compte dans le calcul des services pour l'allocation de ces hautes payes.

Les deux Tigresses de Cala, le *Rhinocéros luttant contre un Tigre* et le *Lion et le Sanglier* qui ornent la grande allée du jardin des Tuileries, à la porte de la rue de Castiglione ont reçu il y a quelques jours deux immenses couronnes d'immortelles volées de crêpe.

C'est, a-t-on dit, l'administration des Beaux-Arts qui a tenu à rendre ce suprême hommage au grand artiste qui vient de disparaître.

Les élèves de l'Ecole des Beaux Arts ont également apporté cinq couronnes.

Avant de mourir, l'éminent statuaire avait exprimé à ses fils le désir que son dernier groupe en bronze : *Aigle et Vautour se disputant le cadavre d'un ours*, fût offert par eux à la ville de Paris pour être élevé au square Montholon, où il a joué tout enfant.

M. Camille Flammarion vient de publier son nouvel ouvrage *la Fin du Monde*, dans une édition in-18 définitive, illustrée d'admirables et émouvantes compositions par l'élite de nos artistes.

Cette œuvre d'un savant astronome, doublé, on le sait, d'un brillant écrivain, est à la fois un livre de science, de philosophie et d'imagination. Mais comme tout y est idéalisé et poétique ! L'idylle amoureuse même ne manque pas et la science y prend le pas sur le sentiment. C'est en quelque sorte un roman instructif et attrayant qui passionne les lectrices rêveuses et inquiètes de leur destinée.

Un remède qui coûte cher :

Il y a quelques jours, un incendie se déclara dans une ville de San-Domingo d'Arti.

L'eau faisant défaut, les pompiers défoncèrent les barriques de vin et arrosèrent les flammes qu'ils éteignirent.

On constata, toutefois, après l'extinction, que la marche des sauveteurs était devenue singulièrement vacillante.

La préfecture de la Seine, voulant se rendre compte des ressources que peut fournir le département de la Seine pour le ravitaillement de Paris, vient de faire procéder au recensement des animaux de basse-cour existant dans les communes suburbaines.

Ce curieux recensement a donné les résultats suivants : poules, 101,540 ; oies, 3,240 ; canards, 7,020 ; dindons, 1,315 ; pintades, 453 ; pigeons, 32,643 ; lapins, 50,610.

On peut voir, par là, que nous ne sommes pas près de mourir de faim.

Les Plus Grands Honneurs ont été décernés, aux World's Fair, au
DR. PRICE'S
CREAM BAKING POWDER
LA PLUS PARFAITE FABRIQUE.
Une pendre de même de bonne foire de raison pur, sans ammoniaque, alun ni autre agréant la santé.
AU D'EPREUVE

BULLETIN
Télégraphique.

—DE LA—

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

—AVEC UNE—

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

—LE—

SAMEDI MATIN,

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

BUREAUX ET ATELIERS

No 73 Rue de Chartres,

ENTRE CONTI ET BIENVILLE

L'ABEILLE

Publie tous les jours, en outre de matières politiques, littéraires et locales :

Des Dépêches Télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger ;

Un Bulletin Maritime ;

Une Liste des Navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans ;

Une Liste des Navires dans le port de la Nouvelle-Orléans ;

Un Bulletin Financier ;

Un Bulletin Commercial ;

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer ;

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

Bureaux et